**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Décision d'examen au cas par cas n° 2025-8966
en application de l'article R 122-3 du Code de l'environnement**

Le préfet de la région Hauts-de-France
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
préfet du Nord
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2024 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Julien Labit, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2025-8966, déposé complet le 02 juillet 2025, par la société Hylios Energy relatif au projet d'installation d'une centrale photovoltaïque au sol, sur la commune d'Ailly-le-haut-clocher, dans le département de la Somme ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 24 juillet 2025 ;

Considérant ce qui suit:

1. le projet, qui consiste à l'Installation d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance maximale de 0.99MWc sur une parcelle agricole de 1.24 ha sur la commune de Ailly-le-Haut-Clocher relève de la rubrique N° 30 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les « Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement) d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc » ;
2. le projet s'implantera en limite de propriété d'habitations, en fond de jardin ;
3. les nuisances sonores et les poussières susceptible d'être générés en phase travaux ;

4. les nuisances sonores susceptible d'être générés par le transformateur en phase d'exploitation, dont la localisation n'est pas connue ;
5. que l'impact visuel sur le cadre de vie depuis les habitations proches, potentiellement fort, doit être étudié ;
6. le projet se situe au sein de l'auréole bocagère du village-courtil d'Ailly-le-Haut-Clocher, à protéger au titre de la charte du Parc Naturel Régional Baie de Somme Picardie maritime ;
7. le projet s'implantera sur une prairie permanente classé en zonage à urbaniser AU3 du plan local d'urbanisme de la commune d'Ailly-le-haut-clocher ;
8. qu'il est prévu le maintien de la rangée d'arbres existante au nord-ouest et ouest de la parcelle et la plantation d'une haies d'essences locales sera réalisée sur la partie sud de la parcelle ;
9. que l'imperméabilisation, même partielle d'une prairie à un impact potentiellement négatif sur la biodiversité et les services écosystémiques ;
10. que les prairies permanentes sont des milieux à préserver au titre des objectifs du PNR dans le cadre notamment de la préservation des continuités écologiques et des réservoirs de biodiversité ;
11. la présente décision ne dispense pas le projet de démontrer sa compatibilité avec les documents de planification opposable, notamment en matière d'urbanisme ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine qui nécessitent une étude d'impact ;

Décide

Article 1^{er} :

Le projet d'installation d'une centrale photovoltaïque au sol sur la commune d'Ailly-le-haut-clocher, dans le département de la Somme, déposé par la société Hylios Energy, est soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Il appartient à l'autorité compétente de vérifier, au stade de l'autorisation, que le projet présenté a bien fait l'objet d'une étude d'impact et d'un avis de l'autorité environnementale compétente.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 1^{er} septembre 2025

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
Le directeur régional adjoint,

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, lequel doit être précédé, à peine d'irrecevabilité, d'un recours administratif préalable.

Le recours administratif préalable obligatoire, doit être adressé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision à :

DREAL Hauts-de-France

service IDDEE – pôle autorité environnementale

44, rue de Tournai

CS 40259

59019 Lille Cedex

avec copie à :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet du recours administratif préalable obligatoire.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter soit de la notification de la décision de rejet du recours administratif préalable soit de l'intervention de la décision tacite de rejet.